

Unité Départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse

Bar-le-Duc, le 15 février 2024

Division de Bar-le-Duc

14 rue Antoine Durenne

Parc Bradfer - CS 70542

55 013 Bar-le-Duc Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 janvier 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARAYA EUROPE

Parc industriel
55500 Velaines

Références : EK/59-2024

Code AIOT : 0006200932

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 janvier 2024 dans l'établissement SARAYA EUROPE implanté Parc industriel 55500 Velaines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARAYA EUROPE
- Parc industriel 55500 Velaines
- Code AIOT : 0006200932
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exploité par la société SARAYA EUROPE, situé à Velaines est spécialisé dans la production de détergents ménagers (liquide vaisselle, assouplissant, lessive, nettoyant sols et surfaces, liquide de lavage et rinçage pour lave-vaisselle, détartrant, additif de lavage machine) et désinfectants.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Étanchéité rétention	AP de Mise en Demeure du 21/01/2022, article 1-3	Amende, Prescriptions complémentaires	
2	Valeurs limites d'émission des eaux industrielles	AP de Mise en Demeure du 21/01/2022, article 1-8	Astreinte, Amende	
3	Stockage de produits incompatibles	AP de Mise en Demeure du 21/01/2022, article 1-2	Amende, Astreinte	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Mise en œuvre des préconisations des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection met en évidence le non-respect d'une partie des exigences de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/01/2022 :

- une non-conformité des rejets aqueux industriels,
- le stockage conjoint de produits chimiques incompatibles à différents endroits du site ;
- que la capacité de la rétention en zone 5 n'est pas étanche aux produits qu'elle contient

Préalablement à la signature de cet arrêté préfectoral de mise en demeure, par courrier du 30 décembre 2021, la société SARAYA avait sollicité un aménagement des délais à M le Préfet.

Il apparaît que ces délais, fixés dans l'arrêté préfectoral et pris comme engagement par l'exploitant sont désormais dépassés.

Aussi, les sanctions prévues à l'article L171-8 du Code de l'Environnement sont désormais, pour ces raisons, motivées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étanchéité rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/01/2022, article 1-3
Thème(s) : Risques chroniques, Étanchéité rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Saraya [...] est mise en demeure [...] de respecter les prescriptions des articles suivants de l'arrêté préfectoral n°2014-3807 du 13 novembre 2014 :</p> <p>3) [article 7,6,3], en ce qu'elles imposent que la capacité de rétention soit étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides ; [...] [...] En réalisant les travaux et mesures nécessaires, dans le délai maximal de neuf mois à compter de la date de notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que la rétention n'est pas étanche aux produits qu'elle contient. Le sol est abîmé, défoncé par endroit. La résine anti-acide qui recouvre le sol est dégradée et partiellement absente. L'exploitant n'a pas réalisé les travaux de réfection de cette rétention, seul quelques travaux mineurs ont été engagés (réparation de quelques fuites, quelques trous comblés, changement de quelques pompes).</p> <p>L'inspection constate le jour de la visite une fuite au goutte à goutte sur une canalisation. L'exploitant précise qu'il s'agit d'une fuite de « Lauryl Ether Sulfate 27% » (TEXAPON). L'inspection relève entre autres sur la fiche de données de sécurité de ce produit fournie par l'exploitant :</p>

- que ce produit est classifié « H412 - Nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme »
- conseil de prudence : « P273 Eviter le rejet dans l'environnement »

L'inspection constate la présence d'une quantité importante de mousse dans la rétention.

L'inspection relève la présence d'une échelle laissée à l'abandon dans la rétention et appuyée sur une canalisation contenant des produits chimiques.

L'exploitant envisage de ne plus utiliser cette rétention dans le cadre d'un projet de construction d'un nouvel atelier. L'exploitant a transmis à l'inspection un rétroplanning pour ce projet. La fin des travaux est fixée à fin 2026. La 1^{re} phase des travaux doit débuter en mars 2024.

L'inspection rappelle que par courrier du 30 décembre 2021, la société SARAYA avait évoqué des difficultés organisationnelles pour la remise en état de la rétention, les travaux nécessitant l'arrêt de l'usine pendant au moins 4 semaines et sollicitait ainsi un délai de 9 mois, ce qui a été pris en compte dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Au vu des constats décrits ci-dessus, il est ainsi établi que le délai de 9 mois, pour la remise en état de la rétention, que la société SARAYA avait elle-même sollicité est désormais dépassé de plus de 15 mois.

L'inspection propose par conséquent d'ordonner le paiement d'une amende administrative au regard du non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Par ailleurs, et afin de s'assurer de la réalisation des nouveaux travaux annoncés, elle se rendra sur le site de la société SARAYA EUROPE pour constater dans un premier temps que la 1^{ère} phase du projet a bien débuté et proposera, à défaut, une nouvelle amende administrative ainsi qu'une astreinte journalière.

Enfin, l'état de la rétention et les fuites mises en évidence justifient une action adaptée, aussi l'inspection estime nécessaire de fixer des mesures conservatoires d'application immédiate pour limiter les risques de pollution dans l'attente de la réalisation des travaux de réfection complète, elle propose d'imposer à l'exploitant par voie d'arrêté préfectoral complémentaire de procéder à :

- une réparation du sol de la rétention,
- une réparation des fuites sur les canalisations de transport des produits chimiques,
- une surveillance renforcée sur la rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende, Prescriptions complémentaires

Proposition de délais :

N° 2 : Valeurs limites d'émission des eaux industrielles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/01/2022, article 1-9

Thème(s) : Autre, Valeurs limites d'émission des eaux industrielles

Prescription contrôlée :

La société Saraya [...]est mise en demeure [...] de respecter les prescriptions des articles suivants de l'arrêté préfectoral n°2014-3807 du 13 novembre 2014 :

9) [article 4,3,9], en ce qu'elles imposent que l'ensemble des eaux industrielles de l'établissement rejetées vers la station d'épuration des eaux usées urbaines de Tronville-en-Barrois respectent les valeurs limites en débit et en concentrations fixées à cet article 4.3.9

[...]

[...] Par la mise en place des solutions techniques suite à son étude dans le délai maximal de douze mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Constats :

Les eaux industrielles de l'établissement rejetées vers la station d'épuration des eaux usées urbaines de Tronville-en-Barrois ne respectent pas les valeurs limites fixées à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral n°2014-3807 du 13 novembre 2014.

Les documents d'analyses fournies par l'exploitant ainsi que la consultation des déclarations de l'exploitant sur l'outil GIDAF montrent en particulier des dépassements récurrents et très variables en particulier sur le pH, les agents de surfaces, la DCO et la DBO.

L'inspection relève par exemple :

- pour le pH (valeur limite prescrite entre 5,5 et 8,5) :

* 9.38 le 06/12/2023

* 9.58 le 08/12/2023

* 10.46 le 14/12/2023

- pour les agents de surface anionique (concentration maximale prescrite : 3 mg/l) :

* 4.9 mg/l le 08/11/2023

* 48 mg/l le 10/10/2023

* 14 mg/l le 30/08/2023

- pour la DBO5 (concentration maximale prescrite : 800 mg/l) :

* 1000 mg/l le 15/11/2023

* 1500 mg/l le 14/06/2023

* 1600 mg/l le 21/06/2023

- pour le DCO (concentration maximale prescrite : 250 mg/l)

* 288,3 mg/l le 10/08/2023

* 638.32 mg/l le 11/08/2023

* 328.8 mg/l le 16/08/2023

L'inspection précise que le délai accordé de 12 mois, et qui avait été demandé par courrier du 30 décembre 2021 de l'exploitant, en réponse au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, est largement dépassé.

L'exploitant précise lors de la visite qu'une démarche de révision de la convention de rejet des eaux industrielles de l'usine vers la station d'épuration de Tronville en Barrois est en cours.

L'inspection souligne qu'un document transmis par l'exploitant à l'inspection le 04 avril 2022 précise qu'une négociation avec Meuse Grand Sud était déjà en cours et avait été abordé lors d'une réunion le 28 mars 2022, une convention temporaire avait alors été accordé jusqu'au 31 décembre 2022.

L'exploitant présente une suite d'échanges par courriels avec la Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud. L'inspection relève sur ces échanges que le projet de révision de la convention de rejet est suspendu dans l'attente de la transmission de documents de la part de l'exploitant depuis le 24 août 2023. L'exploitant n'a pas transmis ces documents malgré la relance de la Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud.

L'inspection conclut que près de 24 mois après la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, les dépassements sont toujours mis en évidence, ce qui justifie que les suites administratives prévues par l'article L171-8 du Code de l'Environnement soient proposées à M le Préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Amende

N° 3 : Stockage de produits incompatibles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/01/2022, article 1-2
Thème(s) : Produits chimiques, Stockage de produits incompatibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Saraya [...]est mise en demeure [...] de respecter les prescriptions des articles suivants de l'arrêté préfectoral n°2014-3807 du 13 novembre 2014 :</p> <p>[...]</p> <p>2) [article 7.6.5], en ce qu'elles imposent que les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne soient pas associés à une même rétention ;</p> <p>[...]</p> <p>dans le délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>En zone 5, en zone réservé aux acides et dans l'armoire de stockage extérieure, l'inspection relève au moyen des informations contenues dans les différentes FDS fournies par l'exploitant que des produits incompatibles sont associés à la même rétention.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant présente les fiches de données de sécurité (FDS) des produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 000348-Texapon NSO UP MB ; 000349 - DEHYTONPK45MB ; 004398 -Dehyton P CAW ; 000035 - LESSIVE_SOUDE ; 000179 -LESSIVE_DE_POTASSE_30-50 -> produits stockés sur la zone dénommée « zone 5 - stockage de matière première » par l'exploitant et associés à la même rétention. L'inspection relève par exemple dans la FDS du 004398 -Dehyton P CAW qu'il ne doit pas être stocké en présence d'acides ou de bases. Ce produit est donc incompatible avec le 000348-Texapon NSO UP MB qui présente un pH compris entre 10 et 11.5 (base) et le 000349 - DEHYTONPK45MB qui présente un pH compris entre 4.5 et 5.5 (acide) ; • 000348-Texapon NSO UP MB ; 005078 - FDS - Glycerine veg ; 000014 - FDS -TENSARYL SBU – KLK -> produits stockés sur la zone définie comme réservée aux acides par l'exploitant et associés à la même rétention. L'inspection relève dans la FDS du 005078 - FDS - Glycerine veg que ce produit est incompatible avec les alcalins. Ce produit est donc incompatible avec le 000348-Texapon NSO UP MB qui présente un pH compris entre 10 et 11.5 (alcalin) ; • Pour les produits stockés dans l'armoire à température contrôlée : 000014 - FDS -TENSARYL SBU – KLK ; 000032 - FDS GLUCOPON650EC -> produits stockés en armoire extérieure (température contrôlée) et associés à la même rétention. L'inspection relève dans la FDS du 000032 - FDS GLUCOPON650EC que ce produit est incompatible avec les acides et les bases. Ce produit est donc incompatible avec le 000014 - FDS -TENSARYL SBU – KLK qui présente un pH de 1 (acide) ; <p>L'exploitant doit s'assurer du strict respect des règles de stockage des produits chimiques figurant dans les FDS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte, Amende

N° 4 : Mise en œuvre des préconisations des FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Sur la zone de rétention extérieure attenante à la « zone n°5 » l'inspection relève la présence des produits suivants : <ul style="list-style-type: none">- 003512 - NETTOYANT DEGRAISSANT MULTI-SURFACES AVP 5L- 004440 - Liquide vaisselle dégraissant tropical AUCHAN FL500mL L'exploitant indique qu'il s'agit de rebuts issus de la fabrication et stockés en conteneur de 1m3. La FDS des produits indique un pH compris entre 9.5 et 11.4 pour le NETTOYANT DEGRAISSANT MULTI-SURFACES AVP 5L et un pH compris entre 2.8 et 3.8 pour le Liquide vaisselle dégraissant tropical AUCHAN FL500mL Le chapitre 10.5 pour ces deux FDS indique : "pas d'information complémentaire disponible". Au regard du pH de ces deux produits, l'inspection s'interroge quant à leur compatibilité de stockage. L'exploitant êtes tenu de vous assurer que ces 2 produits, par des tests, ne présentent pas de risque d'incompatibilité et d'en transmettre les résultats à l'inspection dans un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours